

Les officiers qui ont pris le pouvoir en Guinée dénoncent le tyran mort

L'armée met Sékou Touré en accusation

Huit jours auront suffi pour qu'un régime en apparence inébranlable tombe en cendres. C'est ce que viennent de démontrer les vingt-cinq jeunes officiers guinéens qui ont balayé, sans coup férir et avec l'appui de la population, une dictature vieille de vingt-six ans, une semaine à peine après la mort de son chef, le président Sékou Touré.

régime libéral pro-occidental et pris l'engagement de respecter les libertés et les droits de l'homme. Dans les rues de Conakry on arrache ou on barbouille les portraits du dictateur.

L'envoyé spécial du « Figaro », François Hauter, présent aux obsèques de Sékou Touré, était sur place lors du coup d'État. Il est maintenant le témoin de la démythification de l'idole,

un processus rapide puisque les nouveaux dirigeants de la Guinée ont déjà arrêté presque tous les « dignitaires » de la « Guinée Sékou », dénoncé la « dictature sanglante », jeté les bases d'un

Page 4 : la dépêche de notre envoyé spécial François HAUTER

Les officiers qui ont pris le pouvoir en Guinée dénoncent le tyran mort

Sékou Touré en accusation

CONAKRY :
de notre envoyé spécial
François HAUTER

Le coup d'État a été soigneusement préparé. « On pensait le faire ce samedi seulement », me dit un officier. Les violentes algarades entre l'ex-premier ministre, M. Beavogui et Ismaël Touré, le demi-frère de Sékou, qui tentait de lui arracher le pouvoir, ont décidé les militaires à intervenir plus tôt.

Mardi donc, à deux heures du matin, les chars ont quitté le camp « Alpha Yaya » qui domine l'aéroport, pour contrôler Conakry. À 6 h 45, les putschistes ont diffusé leur « message numéro 1 » : le parti unique et l'Assemblée nationale étaient dissous. Les gouverneurs de région remplacés par des commandants de zone militaire.

La population, elle, a parfaitement suivi les ordres des militaires : Conakry était déserté mardi. On est retourné au travail seulement mercredi. Ce jour-là également, les chars ont quitté les rues de la capitale vers midi pour réintégrer leur base et « Alpha Yaya ».

Ce camp est devenu le quartier général du C.M.R.N. De l'aéroport, on monte vers Alpha Yaya par une route défoncée, encombrée de soldats. Une armée pauvre : les véhicules de troupe sont cabossés et multicolores. Deux canons de 105 millimètres encadrent le poste de garde, sévèrement contrôlé. À l'intérieur, on domine au loin Conakry et un paysage grandiose de fleuves qui serpentent dans une forêt équatoriale. En contrebas, les batteries anti-aériennes sont pointées sur la piste de l'aéroport, désert.

Des intentions rassurantes

Victoire tranquille : tout le matériel de guerre de l'armée guinéenne réunit là une centaine de camions de fabrication soviétique et vingt chars qui suintent l'huile mais qui n'ont pas servi. La plupart des 9 500 hommes de l'armée patrouillent tranquillement en ville. On les salue partout.

Les nouveaux chefs de la Guinée se sont réunis en permanence mardi et mercredi, à quelques centaines de mètres d'Alpha Yaya, dans les bâtiments admi-

nistratifs d'une usine désaffectée, « les nouvelles usines de Conakry » ont retrouvé là le numéro un du C.M.R.N., le colonel Lansana Conté, devenu président, et ses amis.

Ils sont tous de la même génération. Le numéro 2, Diarra Traoré, est passé hier du rang de colonel à celui de premier ministre. Il a été gouverneur de la province de Kankan, et son dernier poste a été celui de Boké. Un de ses hommes me dit : « Il est très dynamique, très écouté et on le respecte. »

En parcourant la liste des membres du C.M.R.N., on suit l'ordre hiérarchique : cinq commandants, quinze capitaines, un chef de bataillon et deux adjudants-chefs. C'est au sein du C.M.R.N., devenu l'instance politique dirigeante du pays, que la plupart des dix-huit capitaines nommés au gouvernement ont été recrutés. Avec le président, les militaires sont vingt-huit à exercer le pouvoir. À leurs côtés, huit civils, dont les ministres de

l'intérieur, des Finances, de l'Enseignement, etc.

Les militaires communiquent avec les Guinéens par la radio. Elle s'appelait « la Voix de la révolution » jusqu'à lundi. Ils l'ont rebaptisée « Radio télévision guinéenne ».

Hier, dans l'après-midi, on en était au « message numéro 11 », avec la liste des ministres. Mais c'est le « message numéro 8 » qui fut sans doute le plus important. Le C.M.R.N. voudrait rassurer chacun et tous que son intention n'est dirigée contre personne en tant qu'individu, mais vise à corriger plutôt une situation qui n'a que trop duré.

C'est pourquoi il est fait le serment que « nul ne sera plus jamais inquiet du fait de ses idées ». D'autres promesses suivent, exprimées sur un ton qui inspire la confiance : pour prendre un « nouveau départ », il faudra « la réconciliation nationale », c'est-à-dire le retour des deux millions d'exilés guinéens s'ils le désirent. Il faudra « libérer les initiatives », empêcher « les règlements de comptes », « redonner à l'enseignement et à la formation professionnelle un contenu ».

Et puis, une réforme profonde de l'économie : on encouragera la libre-entreprise pour les Gui-

neens. Tout doit être libre de disposer du bénéfice de ses efforts. » Cependant, les militaires préviennent : « L'héritage est lourd... il faudra se serrer la ceinture. Rattraper vingt-six ans de retard demande de la part de tous des efforts immenses. »

Tout de même, pour des officiers souvent formés en Union soviétique, ce programme économique que Ronald Reagan ne renierait pas, surprend. « Le séjour à Moscou a servi de repoussoir », explique une fonctionnaire proche de certains capitaines. Surtout, après vingt années d'une « révolution » autarcique et désastreuse pour l'économie locale, le « nouveau régime » guinéen, traduit l'inspiration profonde de la population à une vie plus douce et confortable.

Une intervention indispensable

Les militaires l'ont compris : c'est à l'Ouest qu'ils en trouveront les moyens. Mardi matin, l'une des premières initiatives du pouvoir tout neuf fut d'ailleurs d'envoyer une délégation de deux capitaines pour rencontrer les ambassadeurs des États-Unis, d'Allemagne de l'Ouest, de France, de Côte-d'Ivoire et du Sénégal.

ont accueilli le putsch avec soulagement. Depuis dimanche dernier, on sentait la tension monter dans les quartiers les plus populaires de Conakry. « Ça bouge, nous disait, lundi soir, un vieil habitant de la ville, mais ce qu'on ne sait pas, c'est si l'eau frémit ou si elle bout déjà. » Pour l'armée, l'intervention, mardi, était devenue indispensable : la première période de deuil de Sékou Touré — sept jours après sa mort — s'achevait. Et c'est mardi que la course à la succession parmi ses proches devait s'engager sérieusement, avec la réunion du Comité central du parti unique, et l'investiture de Beavogui comme candidat unique aux élections présidentielles.

Hier et avant-hier, les premières journées du « nouveau régime » ont été particulièrement fébriles à Conakry. Embouteillages, marchés des grands jours, transports en commun. Dans les administrations, les militaires qui organisaient l'autodéfense dans chaque secteur, se sont installés sur les trottoirs ou ce qu'il en reste, devant les immeubles des bâtiments publics.

Au grand marché, c'était l'effervescence. Le cours officiel — c'est-à-dire réel — de la monnaie locale, le sily, se redressait : il grimpaît du dixième au tiers de sa parité officielle. Plus encoura-

geant encore : les prix diminuaient, mercredi matin, de 20 %. « De toute évidence, les gens ont confiance dans les militaires », remarquaient les Libanais.

Les Libanais de Conakry — ils sont environ trois mille — incarnent aujourd'hui l'unique moteur de l'économie : le secteur privé. Beaucoup pensent ici que les militaires, dans l'énoncé de leur doctrine économique, se sont inspirés de leur succès.

Le fondement de la puissance des Libanais, c'est de fournir au marché tout ce qui manque. Les biens importés — de l'alimentation jusqu'à la vidéo — sont achetés en devises fortes en Côte-d'Ivoire et revendus à Conakry à des prix inabordablement élevés, surtout au taux de change officiel du sily. Les Libanais ne sont pas inquiets : s'attaquer à eux équivaldrait à un suicide politique.

Dans la joie de ce changement — que les Guinéens expriment très sagement — les rivalités ethniques, qui s'étaient exacerbées ces dernières semaines, se calment. Le président Conté est un Sousseu (les gens de la côte, 20 % de la population ; des commerçants et des diplomates), et non plus un Malinké (le tiers de la population, d'où est sortie « la nouvelle bourgeoisie » poussée par « le clan Touré »). Les Peuls (un autre tiers des Guinéens, sans les exilés) sont ravis eux aussi d'être débarrassés d'un régime qui les avait maltraités.

Une ouverture vers les modérés

Les militaires, après avoir pris le pouvoir, sauront-ils l'assurer et l'organiser ? Hier encore, le C.M.R.N. prévenait la population de « l'existence d'un groupe nostalgique de l'arbitraire du passé, en connivence avec certaines ambassades étrangères ». Le Maroc, qui aurait, selon la rumeur de la rue, « gardé le corps de Sékou » et organisé de sombres trafics, semble visé. Chercherait-on déjà, à Alpha Yaya, des conspirateurs à dénoncer ?

Néanmoins, durant la période critique de la prise du pouvoir, les militaires guinéens se sont montrés pondérés. Ils ont su éviter les règlements de comptes et les pillages. On les dit prêts à une ouverture accélérée vers leurs voisins « modérés », la Côte-d'Ivoire et le Sénégal. C'est d'ailleurs au président Diouf, à Dakar, que le président Conté a adressé, hier, son premier message. « Si ça continue comme cela, il faudra les soutenir », nous dit un diplomate occidental. Un pari que ni les États-Unis ni la France n'ont encore pris.

F. H.



VENDREDI 6 AVRIL 1984

4

Au garde-à-vous, les soldats de l'armée guinéenne rendaient un dernier hommage au président Sékou Touré, la semaine dernière. Ce sont eux qui maintenant ont déboulonné leur idole.

(Photographie GAMMA)